

LE DEVOIR



De jeunes membres de la famille Paré s'adonnant à la lecture au parc Rosemont, à Montréal

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des adolescents au savoir éclaté

L'impression d'un appauvrissement de la culture générale reste vive au Québec

Qu'est-ce que réussir sa vie? Sa carrière? Ses amours? Jusqu'à samedi, l'équipe du *Devoir* vous présente une synthèse d'observations fascinantes recueillies sur sept volets d'un même thème: qu'est-ce qu'une vie réussie? Afin d'alimenter la réflexion, nous avons demandé à la firme Léger Marketing de sonder le cœur des Québécois dans une grande enquête nationale. Et nous abordons aujourd'hui un sujet dont l'actualité récente démontre l'importance: qu'est-ce qu'une éducation réussie?

CLAIRANDRÉE CAUCHY

« Cette jeunesse est pourrie depuis le fond du cœur. Les jeunes gens sont malfaisants et paresseux. Ils ne seront jamais comme la jeunesse d'autrefois. Ceux d'aujourd'hui seront incapables de maintenir notre culture. » La citation percutante fait écho à plusieurs tirades entendues récemment. Mais voilà, on a pu la lire sur une poterie découverte dans les ruines de Babylone datant d'environ trois millénaires avant notre ère.

L'angoisse des adultes envers ceux qui les suivent n'est pas propre à notre époque! L'impression d'un appauvrissement de la culture générale est néanmoins encore

bien vive chez les Québécois, en dépit d'un accroissement notable de la scolarisation depuis la Révolution tranquille. Près de la moitié (49 %) d'entre eux estiment que le niveau de connaissances et de culture générale s'est détérioré au cours des dernières décennies, selon un sondage Léger Marketing-*Le Devoir*. Ils sont presque autant à penser le contraire: 30 % disent que le niveau s'est amélioré et 17 % ne voient pas de différence notable.

L'évolution des technologies de l'information, l'accélération de la production des connaissances et l'émergence d'une culture populaire largement répercutée dans les médias incitent à renouveler la réflexion en des termes contemporains. Réussir son éducation en

VOIR PAGE A 8: SAVOIR

Mulcair hanté par son passé de ministre

Il a torpillé une aide d'Hydro-Québec à la lutte contre les changements climatiques

ALEC CASTONGUAY

Le député du NPD, Thomas Mulcair, a torpillé une importante contribution que devait verser Hydro-Québec pour lutter contre les changements climatiques alors qu'il était ministre de l'Environnement du Québec. Une série de documents obtenus par *Le Devoir* montre clairement que M. Mulcair s'est ingéré en 2006 dans les affaires d'Hydro-Québec pour empêcher le versement d'une subvention de deux millions de dollars destinée au Centre québécois d'actions sur les changements climatiques.

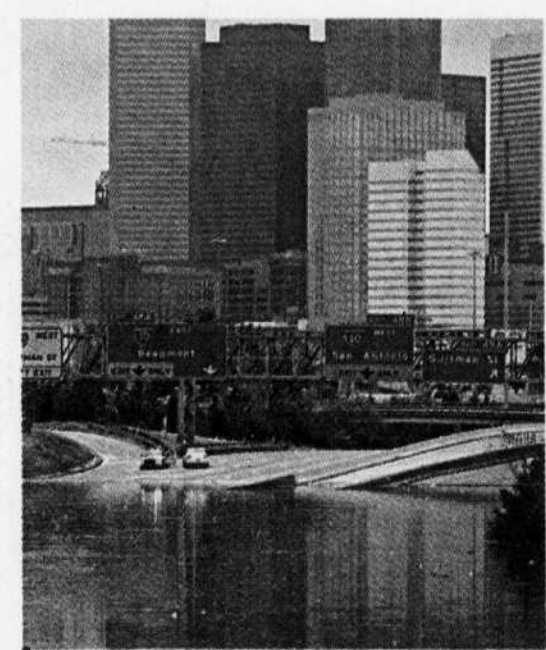


Thomas Mulcair

Ces révélations pourraient avoir une importance dans la campagne électorale qui bat son plein, alors que le NPD, et particulièrement Thomas Mulcair, joue la carte environnementale pour attirer des votes.

VOIR PAGE A 8: MULCAIR

- La chronique de Manon Cornéliier, page A 2
- Autres textes en pages A 2 et A 3
- L'éditorial de Marie-Andrée Chouinard, page A 6
- La chronique de Paul Cauchon, page B 7



RICHARD CARSON REUTERS

TEXAS

Ike a semé la désolation, mais n'aurait fait que quelques victimes

■ À lire en page B 2

INDEX

7-78313-02380-0	Announces..... B 4	Idées..... A 7
	Avis publics.. B 6	Météo..... B 4
	Convergence. B 7	Monde..... B 1
	Culture..... B 8	Mots croisés. B 6
	Décès..... B 4	Religions..... B 6
	Économie..... B 3	Sudoku..... B 5
	Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7



Suzanne Clément a reçu hier soir le prix Gémeaux de la meilleure interprète dans une comédie (*Les Hauts et les Bas de Sophie Paquin*), et Laurence Leboeuf, celui de la meilleure comédienne dans une série dramatique (*Les Lavigueur*).

Les 23^{es} prix Gémeaux

Le gros lot aux *Lavigueur*

Neuf récompenses à la série de l'année

PAUL CAUCHON

La logique a été respectée: *Les Lavigueur*, la vraie histoire, qui avait reçu 15 mises en nomination en prévision du Gala des prix Gémeaux d'hier, a finalement été l'émission la plus titrée, avec cinq trophées dans la soirée, et quatre trophées lors des deux autres galas de la semaine, pour un total de neuf.

Double également pour les prix d'interprétation, alors que Pierre Verville et Laurence Leboeuf, de la même



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

émission, ont reçu chacun le prix d'interprétation pour un premier rôle dans une série dramatique. *Les Lavigueur* a également été couronnée série dramatique de l'année.

Avec près de 90 trophées à décerner, le Gala des Prix Gémeaux s'est déroulé en trois temps. D'abord un gala des artisans mercredi soir, puis «l'avant-première» qui se tenait hier en après-midi, et le gala télévisé de la soirée présenté par Radio-Canada.

VOIR PAGE A 8: GÉMEAUX

L'ENTREVUE

Élargir le rôle de l'État en santé

Mère de la Loi canadienne sur la santé, Monique Bégin rejette le discours en vogue

À l'occasion de la campagne électorale fédérale, des voix réclament, en faveur du privé, une révision de la Loi canadienne sur la santé de 1984 qui garantit à tout citoyen l'accès universel et gratuit aux soins. Les discours et les actes favorables à une plus large place au privé se multiplient. La mère de cette loi, Monique Bégin, juge au contraire que le financement public et l'accès universel aux soins doivent non seulement être maintenus, mais élargis.



Monique Bégin

JACINTHE TREMBLAY

En 2005, Monique Bégin venait à peine d'amorcer sa «première retraite» en prenant des cours d'italien à Florence quand elle a reçu une invitation à siéger au sein de la Commission des déterminants sociaux de la santé créée un an plus tôt par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mandat: redéfinir la notion de santé et, par conséquent, proposer de nouvelles priorités d'action pour l'OMS et ses pays membres.

VOIR PAGE A 8: BÉGIN

LES ACTUALITÉS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Marc Labrèche, Prix Gémeaux du meilleur interprète dans une comédie (*Le cœur à ses raisons*).

GÉMEAUX

SUITE DE LA PAGE 1

Le gala de la soirée était fort dynamique, avec une Véronique Cloutier parfaite dans le rôle de l'animatrice, véritable *entertainer* qui peut autant jouer que danser et chanter, et qui a présenté de savoureuses parodies d'émissions, particulièrement de *Taxi 0-22* et du *110 %* de TQS.

Mais c'est aussi un gala qui a été marqué par une source d'inquiétude, plusieurs présentateurs ou lauréats s'en prenant vertement aux compressions dans le domaine culturel imposées par le gouvernement Harper, en faisant valoir que la télévision et la culture en général sont porteuses d'identité au Québec, tout en étant rentables.

Cette série de dénominations a culminé avec un long discours du comédien Vincent Gratton, qui a appelé tout le monde à manifester contre le gouvernement sortant.

A noter que plusieurs politiciens assistaient hier au gala dont, fait rare, le premier ministre Jean Charest lui-même. Mais aucun représentant du gouvernement Harper.

En après-midi, «l'avant-première», une émission qui avait été diffusée par le passé sur des chaînes comme Télé-Québec et Arty, était exclusivement diffusée sur Internet, sur le site Canoe.tv. Selon Canoe, environ 11 000 personnes se sont branchées sur le site mais plusieurs témoignages recueillis sur Internet évoquent une diffusion pas toujours réussie (*Le Devoir* a eu de la difficulté à se brancher, alors que le son et l'image connaissent des ratés).

Lors du gala télévisé de la soirée, plusieurs émissions se sont distinguées: *Les Lavigüeur*, bien sûr, mais également *Annie est ses hommes* (meilleur téléroman), *Les Hauts et les Bas de Sophie Paquin* (meilleure comédie) et le *Bye Bye* de RBO 2007.

Le Bye Bye a terminé la semaine avec six trophées, devenant la deuxième émission la plus primée après *Les Lavigüeur*.

Le *Négociateur*, qui avait obtenu 14 mises en nomination, a remporté peu de trophées au total, mais son réalisateur, Sylvain Archambault, a reçu le prix du meilleur réalisateur dans une série dramatique.

Guy A. Lepage est sûrement une des personnalités les plus titrées de la semaine, puisqu'en plus de recevoir plusieurs prix comme membre de RBO, il a reçu hier soir celui de la meilleure animation dans une émission d'interview ou un talk-show. *Tout le monde en parle* a par ailleurs reçu le Prix du public Desjardins, un vote populaire.

En ce qui concerne les téléromans, ce sont les interprétations de Guylaine Tremblay dans *Annie et ses hommes* et de Sébastien Delorme dans *La promesse* qui ont été célébrées, ce dernier l'emportant sur Denis Bouchard de *Annie et ses hommes*.

Dans la catégorie comédie, les prix ont été remportés par Suzanne Clément pour *Sophie Paquin* et Marc Labrèche pour *Le cœur à ses raisons*.

Le gala télévisé de la soirée a également permis de couronner *Une grenade avec ça* meilleure série jeunesse devant *Ramdam*, et Jacques Savoie meilleur auteur de textes dramatiques pour *Les Lavigüeur*.

La soirée a aussi rendu hommage à Pierre Roy, président des Chaînes Télé-Astral, qui recevait le Grand prix de l'Académie.

Le gala de la soirée était fort réussi, mais, en après-midi, l'animatrice Patricia Paquin tentait de mettre un peu d'humour dans une «avant-première» qui se tenait dans une salle d'hôtel et qui manquait certainement de glamour, avec les nominés sagement assis sur des chaises droites.

Cet avant-gala a permis de couronner *Mange ta ville* meilleur magazine culturel, *Les francs-tireurs* meilleur magazine d'intérêt social, *À la di Stasio* meilleur magazine de services et *Une heure sur Terre* meilleure émission d'affaires publiques.

C'est également en après-midi que les prix d'interprétation pour les rôles de soutien ont été accordés. Se sont distingués dans leurs catégories respectives Marc Beaupré (*Le Négociateur*), Amélie Grenier (*Les Lavigüeur*), Germain Houde (*La promesse*), Hélène Bourgeois-Leclerc (*Annie et ses hommes*), Éric Bernier (*Sophie Paquin*) et Véronique Le Flaguais (Rumeurs).

MULCAIR

SUITE DE LA PAGE 1

Les documents obtenus pour *Le Devoir* montrent un échange de courriels entre Thomas Mulcair et son chef de cabinet de l'époque au ministère de l'Environnement, Stéphane Gosselin. Le 13 janvier 2006, M. Gosselin écrit à son ministre pour le prévenir que la société d'État fera une annonce sous peu concernant les changements climatiques.

«J'ai appris qu'Hydro-Québec va accorder une aide financière totale de 2 millions \$ d'ici 2012 au Centre québécois d'actions sur les changements climatiques», écrit-il. Qui est là-dedans? Sydney Ribaux, Hugo Séguin, Alexandre Turgeon et compagnie. J'ai avisé le cabinet de Corbeil plus tôt cette semaine pour leur dire d'intervenir, mais ils n'ont rien fait, et l'entente doit maintenant s'annoncer lundi prochain. On se fait fourrer par notre propre monde... Enfin, je n'ai pas abandonné et je continue mes contacts pour torpiller cette patente-là.»

Pierre Corbeil était alors ministre des Ressources naturelles et responsable d'Hydro-Québec.

Vingt-cinq minutes plus tard, Thomas Mulcair répond à son chef de cabinet et l'encourage à tout faire pour empêcher le versement de cette subvention. Le ministre Mulcair laisse entendre que le bureau de Jean Charest sera d'accord étant donné l'identité des personnes qui dirigent le Centre québécois d'actions sur les changements climatiques. «Bravo!», réplique-t-il. «Connaissant les pensées profondes du patron sur deux des trois personnes mentionnées, je pense qu'un appel d'urgence à la grande belle-mère s'impose. Si nécessaire, je vais l'appeler moi-même. Tom.»

Le surnom de «grande belle-mère» était celui de Stéphane Bertrand, le chef de cabinet de Jean Charest à l'époque.

Trente-cinq minutes plus tard, Stéphane Gosselin écrit de nouveau à son ministre, Thomas Mulcair: «Victoire. L'annonce est reportée à une date indéterminée. Retourne à ta partie de golf. Hahahah.» La réponse de Thomas Mulcair est simple et rapide: «Youppi!»

À l'époque, une rumeur insistante voulait que la subvention d'Hydro-Québec ait été annulée à la dernière minute par le gouvernement Charest parce que certains dirigeants du Centre québécois d'actions sur les changements climatiques étaient souverainistes.

SAVOIR

SUITE DE LA PAGE 1

cette époque de bouleversements sociaux constitue un défi aux multiples visages.

Le piège Internet

Aux États-Unis, où le taux de pénétration des technologies de l'information et des communications (TIC) atteint des sommets encore inégalés chez nous, on s'inquiète des effets de cette révolution technologique. Professeur de littérature anglaise à l'Université Emory, à Atlanta, Mark Bauerlein a publié récemment un essai au titre choc — *The Dumbest Generation* (traduction libre: La génération la plus ignorante) — qui porte sur les moins de 30 ans ayant grandi à l'ère numérique. On y dépeint une génération refermée sur elle-même, engagée dans une socialisation frénétique accentuée par Internet, le cellulaire et autre Facebook.

Le danger d'un déclin culturel est selon cet auteur bien réel. «Les outils technologiques permettent aux adolescents d'être omnibulés par leur monde d'adolescents, et les considérations d'adultes n'arrivent pas à se frayer un chemin jusqu'à eux», constate-t-il. Résultat: la culture historique, géographique, civique ou encore littéraire de ces jeunes est limitée. Leur langage est déficient, bourré de fautes et simpliste. Provocateur, le professeur américain lance régulièrement à ses étudiants: «L'histoire n'a pas commencé le jour de vos 13 ans; il y a des choses plus intéressantes dans le monde que ce qui s'est passé à la cafétéria; il y a d'autres modèles que le capitaine de l'équipe de football.»

L'adolescence étant par définition éphémère, elle finit par passer. Oui, mais ces jeunes perdent un temps précieux qu'ils ne pourront rattraper par la suite, réplique M. Bauerlein. «Or, si on ne s'instruit pas, si on ne lit pas les classiques à 20 ans, on ne les lira jamais.»

Pourtant, Internet recèle une pléthore de sources d'information. Le professeur Bauerlein en convient: «Si j'en ai la curiosité, Internet est pour moi une fenêtre ouverte sur le monde des idées, de l'histoire, de la beauté. Mais pour les jeunes de 17 ans, c'est autre chose. C'est un outil pour placer, envoyer des photos ou des vidéos d'eux-mêmes et de leurs amis. Ils se renferment dans un cocon générationnel.»

Dans la maison de Julie, 36 ans, on vit deux parents, trois enfants de 11 mois à 5 ans et deux adolescents de 12 et 13 ans, l'usage de l'ordinateur et de la télévision est limité, et l'on ne retrouve pas de console de jeux. L'ordinateur familial est réservé aux travaux scolaires, et la télévision compte seulement quelques chaînes, les parents ayant choisi de ne pas faire installer le câble. «L'été, nous passons deux mois au chalet, et nous débranchons la télévi-

visions. La contribution possible d'Hydro-Québec était donc un montant substantiel. «En janvier 2006, on sortait de la Conférence de Montréal organisée par l'ONU sur les changements climatiques, et Hydro voulait s'impliquer dans cette lutte planétaire. Plutôt que de verser une somme à un organisme en particulier, Hydro avait décidé de donner au Centre québécois d'actions sur les changements climatiques, qui regroupe plusieurs organismes. On voulait mener plusieurs projets avec cet argent, notamment dans le domaine des transports, qui est une source importante d'émission des gaz à effet de serre au Québec», explique Steven Guilbeault.

Même si le Centre québécois d'actions sur les changements climatiques est toujours actif, il a ralenti ses activités depuis deux ans, notamment parce que le gouvernement Harper a coupé sa subvention à son arrivée au pouvoir. Les conservateurs avaient alors annulé plusieurs programmes de lutte contre les changements climatiques.

La subvention d'Hydro-Québec aurait fait une différence

À ce jour, le Centre québécois d'actions sur les changements climatiques n'a toujours pas reçu la subvention d'Hydro-Québec. Des pourparlers sont toujours en cours, a-t-on appris. Ce centre est dirigé par cinq groupes environnementaux: Équiterre, Vivre en ville, Environnement jeunesse, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement et le Centre de l'environnement du Québec. Greenpeace a contribué à sa fondation, en 2004, mais ne fait plus partie de l'équipe de direction.

En privé, certains dirigeants des groupes écologistes concernés ont dit s'être sentis «trahis» à l'époque par le bureau du ministre Mulcair lorsque les rumeurs de son intervention ont commencé à circuler. Jusqu'à la découverte de ces courriels, il n'y avait toutefois aucune preuve de l'ingérence du bureau de Thomas Mulcair.

Les partenaires du Centre québécois d'actions sur les changements climatiques sont nombreux. Le comité consultatif est notamment composé de la Ville de Montréal, de la Ville de Québec, du Mouvement Desjardins et de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), entre autres.

En entrevue avec *Le Devoir* hier, Steven Guilbeault, qui préside le conseil d'administration du Centre québécois d'actions sur les changements climatiques, confirmait que cette contribution de deux millions de dollars était pratiquement acquise en 2006. «C'était très près d'être conclu. On avait une date. Et puis Hydro a demandé de retarder la signature. On n'a jamais vraiment su pourquoi tout a été annulé», dit-il.

En 2006, le Centre avait un budget de 200 000 \$ par année pour mener à bien ses projets de sensibilisation du grand public aux phénomènes des changements climatiques. L'organisme menait notamment des campagnes de publicité et organisait des conférences et des col-

loques. La contribution possible d'Hydro-Québec était donc un montant substantiel. «En janvier 2006, on sortait de la Conférence de Montréal organisée par l'ONU sur les changements climatiques, et Hydro voulait s'impliquer dans cette lutte planétaire. Plutôt que de verser une somme à un organisme en particulier, Hydro avait décidé de donner au Centre québécois d'actions sur les changements climatiques, qui regroupe plusieurs organismes. On voulait mener plusieurs projets avec cet argent, notamment dans le domaine des transports, qui est une source importante d'émission des gaz à effet de serre au Québec», explique Steven Guilbeault.

Même si le Centre québécois d'actions sur les changements climatiques est toujours actif, il a ralenti ses activités depuis deux ans, notamment parce que le gouvernement Harper a coupé sa subvention à son arrivée au pouvoir. Les conservateurs avaient alors annulé plusieurs programmes de lutte contre les changements climatiques.

En privé, certains dirigeants des groupes écologistes concernés ont dit s'être sentis «trahis» à l'époque par le bureau du ministre Mulcair lorsque les rumeurs de son intervention ont commencé à circuler. Jusqu'à la découverte de ces courriels, il n'y avait toutefois aucune preuve de l'ingérence du bureau de Thomas Mulcair.

Bris de transmission?

Patrick Moreau, l'auteur de *Pourquoi nos enfants sortent-ils de l'école ignorants?*, que l'on pourrait qualifier de pendant québécois de l'essai de Bauerlein, a lui aussi ce sentiment que la société québécoise a failli à transmettre son héritage aux plus jeunes. «Je dis souvent à mes étudiants, un peu à la blague: "On dirait que vous n'avez pas de grands-parents". Lorsqu'on leur parle des années 1960 ou 1980, seulement 10 ans avant leur naissance, on a parfois l'impression qu'on leur parle d'une histoire lointaine. On dirait que l'histoire vivante ne s'est pas transmise de génération en génération. Quelque chose s'est brisé. C'est probablement lié à l'emploi du temps», avance l'enseignant d'origine française qui travaille au collège Ahuntsic depuis 14 ans.

Anciennement directrice d'école, Françoise Martin-Marcoux consacre aujourd'hui son temps à la fondation qui porte son nom et qui est vouée à promouvoir le développement de la pédagogie et l'innovation en éducation. Elle relativise les propos de M. Moreau en rappelant que le Québec a fait un bond immense en matière de scolarisation. «La plupart des gens, et peut-être beaucoup de professeurs d'université, ont eu des parents très peu scolarisés, voire analphabètes. Il ne faut pas oublier que le Québec s'est développé très vite. Il n'y a pas quatre générations de gens cultivés qui ont transmis leur bagage», fait valoir la retraitée qui a entamé sa carrière en 1962, une fois son brevet B en poche (l'équivalent d'une formation collégiale, qui permettait de devenir institutrice).

Être de son époque

Suffit la nostalgie! lancent les blogueurs Mario Asselin et François Guité, qui tiennent tous deux sur Internet une chronique quasi quotidienne de leurs réflexions, de leurs trouvailles sur les nouvelles recherches ou qui discutent simplement des grands débats qui tenaillent le milieu de l'éducation. Les jeunes ne sont pas incultes, ils en savent probablement même plus que leurs aînés, clament-ils.

Leur savoir est cependant probablement beaucoup plus éclaté, diversifié. Il ne se cantonne plus au champ de la culture générale plus classique qui, au demeurant, était surtout lapanage d'une élite. «Mais ce que les jeunes ne savent pas aujourd'hui est beaucoup plus grand que ce que leurs prédécesseurs ne savaient pas. Il y a 20 ans, la masse de choses à

Le Devoir

La réaction de Thomas Mulcair

Joint hier en fin de journée, Thomas Mulcair a justifié son comportement de l'époque en disant qu'Hydro-Québec venait jouer dans les plates-bandes de son ministère et que ce geste n'avait pas été apprécié. «On voulait prendre notre temps en tant que gouvernement pour s'assurer que tous les groupes environnementaux puissent recevoir de l'argent, et pas seulement quelques-uns. Je travaillais avec beaucoup de groupes à l'époque, et il fallait que ce soit juste et équitable», dit-il.

Pourtant, en 2004, le ministre Thomas Mulcair avait réduit les subventions aux groupes écologistes, faisant passer l'enveloppe du gouvernement dans ce domaine de 2,2 millions de dollars à 720 000 \$ par année.

Thomas Mulcair affirme ne pas se souvenir de la raison qui l'a poussé, dans ses courriels, à montrer du doigt deux des dirigeants du Centre. Il refuse toutefois l'interprétation voulant que ce soient les penchants souverainistes de certains dirigeants du Centre québécois d'actions sur les changements climatiques qui auraient motivé l'arrêt de cette subvention à la dernière minute. «Je me souviens qu'il y a eu quelques bons bras de fer avec certains groupes, notamment entre ceux financés par Ottawa et ceux financés par Québec à l'époque. C'était peut-être ça, la raison», dit-il.

Le Devoir

savoir était moins étendu», croit Mario Asselin, qui est par ailleurs consultant en utilisation des TIC en éducation.

Son camarade blogueur François Guité, qui enseigne l'anglais à l'école secondaire De Rochebelle à Québec, abonde dans ce sens. «Les critiques comme M. Moreau ont une conception nostalgique de la culture, avec un grand C. [...] La culture, c'est aussi celle des jeunes. Pourquoi est-ce mauvais qu'ils s'approprient cette culture présente au détriment de celle du passé? Il faut décrocher de l'ancien schéma pour faire place au présent», fait-il valoir. Il souligne aussi que l'école forme aujourd'hui des jeunes qui occuperont des emplois qui n'existent même pas encore et utiliseront des outils qui restent à inventer. Le slam de Grand Corps malade mérite donc sa place dans l'antre de la poésie.

Quant à la nostalgie de la culture du livre, malmenée par le réflexe qu'ont les jeunes de glaner des informations à gauche et à droite sur la Toile, elle rappelle les détracteurs des révolutions technologiques précédentes, poursuivent M.M. Guité et Asselin. «Quand Gutenberg a changé le support de la transmission des connaissances, il y a eu exactement les mêmes réactions qu'aujourd'hui. On craignait que cela déshumanise la transmission du savoir», fait valoir Mario Asselin.

François Guité renchérit en rappelant que Socrate boudait l'écriture, lui préférant la transmission orale et les vertus de la mémoire. Il a fallu que Platon transcrive ses enseignements pour qu'ils traversent ainsi les âges.

Comme ce fut le cas successivement pour l'écriture puis le livre, Internet permet de libérer davantage l'esprit afin qu'il puisse se consacrer à des tâches plus complexes. «Le fait de libérer la pensée d'une partie de la mémorisation permet de transférer cette activité vers la créativité, l'imagination, la pensée complexe. C'est plus productif», poursuit M. Guité.

Transmission des connaissances contre créativité; culture classique contre culture populaire ou technologique; passé contre futur; sagesse contre jeunesse; ces concepts apparemment en opposition s'inscrivent dans une même dialectique. «De tout temps, il y a eu une fracture entre ce que les gens voulaient que les jeunes sachent et ce qui les intéresse. Cela n'a jamais empêché le monde de fonctionner, et c'est même nécessaire pour assurer que la roue tourne et que la culture s'enrichisse», croit M. Asselin.

Le détracteur de la «génération la plus ignorante» Mark Bauerlein le rejoint. «Il est sain que les plus vieux veuillent transmettre leur héritage et il est sain que les jeunes y résistent en décriant le caractère rigide et autoritaire de leurs aînés. Mais pour dire que l'on incarne la nouveauté, encore faut-il avoir une idée du passé», conclut le pamphlétaire.

Des têtes bien pleines ou bien faites? La tension entre les deux est probablement source d'évolution.

Le Devoir

■ Les Québécois s'inquiètent de la qualité de l'enseignement ■ Les formations professionnelle et technique reprennent du lustre > pages A 4 et A 5

BÉGIN

SUITE DE LA PAGE 1

L'expression éculée du «beau défi» est une énorme sous-estimation du mandat dont cette collectionneuse de précédents venait d'hériter. Monique Bégin, pour mémoire, a été la première femme à occuper la fonction de directrice générale d'une Commission royale d'enquête — la Commission Bird sur le statut de la femme, instituée en 1967 — et la première Québécoise élue au Parlement fédéral. Elle a été titulaire de la Santé et des Services sociaux pendant sept ans, sous Trudeau, avant de poursuivre sa carrière dans l'enseignement. Elle a par exemple été pendant sept ans la première doyenne de la Faculté des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa, une fonction rarement attribuée à une sociologue.

Ces faits d'armes font partie des raisons pour lesquelles elle a été choisie pour participer aux travaux d'une commission de l'OMS comptant 19 membres de 16 pays du Nord et du Sud, dont un Prix Nobel, quelques anciens et actuels ministres de la Santé, plusieurs sommités en médecine et santé publique, des représentants d'ONG et de syndicats. «Ces trois années ont été parmi les plus stimulantes et les plus enrichissantes de ma vie», résume Mme Bégin.

Une autre vision de la santé

«La justice sociale est une question de vie ou de mort.»

Ainsi débute le résumé du rapport définitif de cette Commission, rendu public en août dernier. En conclusion, ses auteurs persistent et signent. «Pour la Commission des déterminants sociaux de la santé, réduire les inégalités en santé est un impératif éthique. L'injustice sociale tue à grande échelle», écrivent-ils. Ses éminents membres en sont venus à ce percutant constat par l'examen de milliers de données «probantes», une formule à la mode dans les officines gouvernementales ces jours-ci.

On savait déjà que l'espérance de vie était plus élevée dans les pays riches que dans les pauvres. L'écart, par exemple entre un Japonais, un Suédois et un Africain dépasse 40 ans! Il est également largement documenté que des écarts importants se retrouvent au sein même de chaque pays entre les résidents des quartiers huppés et défavorisés. La Commission a mis en lumière plusieurs autres déterminants de la santé que la richesse matérielle.

«Les conditions de la petite enfance, l'environnement urbain, les priorités en santé publique, l'exclusion sociale, la mondialisation, le sexe et l'emploi font partie, avec évidemment la qualité des systèmes de santé, des déterminants sociaux de la santé identifiés par la Commission», note Mme Bégin. Un chercheur cité dans son rapport a révélé, en 2005, que les troubles de santé mentale des travailleurs manuels espagnols étaient cinq fois plus élevés chez les sans-contrat que chez les permanents.

Bien loin des indicateurs souvent utilisés pour mesurer la performance des pays en santé — les temps d'attente aux urgences, par exemple —, la Commission ouvre plutôt la voie à des réformes qui débordent

largement des ministères officiellement responsables de la santé. C'est également dans cette optique que Monique Bégin croit qu'il faut réexaminer la Loi canadienne sur la santé dont elle a orchestré l'acceptation unanime par tous les partis politiques fédéraux, malgré des oppositions musclées au départ, y compris dans son propre caucus.

«Reculez un peu»

Cette loi adoptée en 1984 fait encore aujourd'hui du maintien par les provinces de l'accès universel et gratuit aux soins de santé la condition sine qua non des transferts fédéraux aux provinces dans le domaine de la santé. Ses dispositions exigent de plus que ces soins soient dispensés par les administrations publiques, qui doivent au surplus en assurer l'intégralité, l'accessibilité et la transférabilité, assurant ainsi que l'accès gratuit des citoyens soit garanti s'ils sont traités dans une autre province. Plusieurs voix s'élevèrent ces jours-ci pour sa révision en faveur d'une plus grande place au privé, dont celles des docteurs Brian Day et Robert Ouellet, respectivement ex et actuel présidents de l'Association médicale canadienne (AMC).

Monique Bégin, elle, juge nécessaire un réexamen de cette loi, mais, contrairement aux tenants du privé, elle préconise l'élargissement des interventions publiques en santé. «Le Canada, avec 70 % des soins payés par l'État, est l'un des pays de l'OCDE, avec les États-Unis, qui accordent le plus de place au financement privé. En Europe, les soins sont couverts de 80 à 90 % par l'État», rappelle-t-elle.

Au-delà du financement, c'est surtout l'éventail des interventions étatiques en santé qu'elle juge essentiel de revoir. «Ce que nous appelons aujourd'hui nos systèmes de santé sont, à 80 %, des machines à financer les hôpitaux et leurs médecins. Ces systèmes ne produisent pas la santé. Ils la réparent quand il y a un dommage. Pour favoriser la santé, il faut agir sur ses déterminants sociaux», dit-elle, précisant bien que cette approche ne doit absolument pas être utilisée comme «pouvantail à moineaux pour couper les budgets des médecins et des autres professionnels de la santé».

Monique Bégin croit néanmoins que «les ministres de la Santé devraient reculer un peu dans l'échelle du pouvoir pour laisser plus de place à leurs collègues responsables, par exemple, d'habitation, d'environnement, de loisirs, de travail et d'affaires municipales». Dans cette optique, la Commission recommande d'ailleurs que les États créent des comités interministériels dirigés, sinon par leur plus haut membre, au moins par un ministre puissant de son cabinet.

Dans le secteur précis de la santé, Mme Bégin croit qu'il faudra accorder plus de place et de ressources à la santé publique et à la santé mentale, deux grands parents pauvres de ce secteur. Quant aux futurs docteurs, qu'ils se destinent à la médecine générale ou spécialisée, ils devraient obligatoirement «être sensibilisés et formés à l'importance des déterminants sociaux de la santé afin d'intégrer ces éléments dans leur lecture des maux et des traitements de leurs patients», conclut-elle.

Le Devoir

LE DEVOIR^{MD}
www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-363-0305

Les avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement
Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements
Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel
Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Le Devoir Inc. est propriétaire de la marque Devoir. Le Devoir, enregistré auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 912, rue Saint-Jacques, Québec, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à reproduire et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, une division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Lasalle. Droit de publication — Enregistrement © OIRS. Dépôt légal. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.



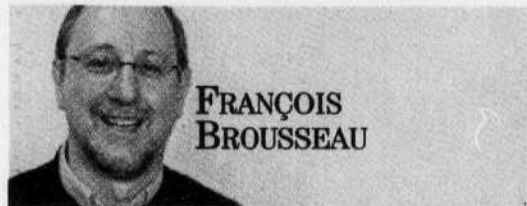
ÉCONOMIE
Exceldor fourbit ses armes avant
l'ouverture des marchés mondiaux
Page B 3



AUTOMOBILE
Infiniti EX35: mélange des genres
Page B 5

LE MONDE

Un pari sur l'ignorance



FRANÇOIS
BROUSSEAU

« Nous ne laisserons pas John McCain et sa clique de disciples de Karl Rove mener cette campagne importante sur de petites questions. »

Telle est la réplique, ce week-end, de David Plouffe, organisateur en chef de la campagne de Barack Obama, qui faisait allusion au génial chef de campagne de George Bush en 2000 et 2004.

Karl Rove, en 2008, agit de nouveau, mais cette fois en « conseiller de l'ombre » pour John McCain et Sarah Palin. Et il semble bien décidé à répéter ses exploits. Voyez plutôt :

Mardi, le Bureau du budget des États-Unis émettait un grave avertissement sur les déficits publics à venir et les sombres perspectives de l'économie. Les Bourses connaissaient de graves reculs. Le président Bush y allait, lui, d'un discours sur l'Irak et l'Afghanistan. Sujets graves et substantiels, qui ne manqueraient pas d'alimenter le débat, dans une campagne présidentielle qui aborde le dernier droit...

Mais à quoi, ce mardi-là, l'équipe de campagne de John McCain a-t-elle consacré ses énergies ?

(1) À une conférence de presse pour dénoncer Obama et une métaphore anodine utilisée par lui, dans laquelle il était question de « rouge à lèvres » et de « cochon ». Le thème du jour devient donc : Barack Obama a-t-il vraiment traité Sarah Palin de « truie » ? Et si c'est vrai, qu'en pensez-vous ? Tout le pays en parle...

(2) À la diffusion d'une publicité électorale qui déforme de manière particulièrement torde des propos vieux de quatre ans, et qui accuse Barack Obama de vouloir « imposer aux enfants de cinq ans de l'éducation sexuelle avant même qu'ils n'apprennent à lire ». Tout le pays en parle...

L'incroyable succès, depuis deux semaines, de Sarah Palin, superbement ignorante et superbement fière de l'être, nous emmène encore un cran plus loin dans la « dématérialisation » des campagnes électorales modernes.

On ne vote plus sur les programmes, sur les problèmes de fond. On ne vote même plus sur le « caractère » et les capacités objectives d'un candidat, honnêtement évalués à partir de son curriculum vitae ou de ses déclarations.

Non : la campagne, telle que la renvoient les grands médias, les commentateurs en vue, et telle que le « petit peuple » la reprend volontiers au bureau, à l'usine ou à la maison, porte sur la dernière déclaration d'un adversaire sur un sujet insignifiant... autour de laquelle on fabrique de toutes pièces une « controverse ».

La campagne républicaine de 2008 : un pari obscurantiste sur l'ignorance, une formidable capacité de diversion par rapport aux vrais enjeux politiques.

N'en déplaise à David Plouffe, cité plus haut, c'est une ficelle qui n'a manifestement pas épuisé tous ses ressorts.

La Bolivie au bord de la guerre civile... Dix-huit morts et une centaine de blessés, cette semaine, au cours d'affrontements entre partisans et opposants du président Evo Morales, héritier militant du socialisme et du « pouvoir indien ».

La Bolivie : un pays coupé en deux, où la majorité électorale, arithmétique, n'arrive pas à s'imposer parce qu'une minorité agissante et résistante détient le pouvoir économique. Pays où — à l'instar du Venezuela — les autorités sont à couteaux tirés avec le « Grand Satan » états-unien. Témoin la spectaculaire expulsion, jeudi, de l'ambassadeur américain accusé d'avoir fricoté avec les quasi-insurgés blancs capitalistes et sécessionnistes de Santa Cruz.

Les termes du drame bolivien sont tragiquement simples, à couper au couteau : riches contre pauvres, Est du pays contre Ouest, minorité blanche de la plaine (avec ses hydrocarbures) contre majorité indienne de la Cordillère.

Evo Morales a beau s'appuyer sur une majorité démocratique (51 % lors de son élection au premier tour en décembre 2005, puis un ahurissant score de 67 % lors du référendum-plebiscite du 10 août), ses adversaires dans les régions s'appuient sur d'aussi fortes majorités locales. Et leur détermination paraît redoutable : ils ne veulent rien entendre d'un programme social redistributeur, proposé par La Paz, et qui serait financé par la rente gazière.

Le pouvoir s'est retenu, cette semaine, d'envoyer l'armée ou d'imposer l'état d'urgence. Mais il ne s'est pas retenu de braquer « l'ennemi » américain, accusé de comploter avec l'opposition.

Autre échec stratégique du président Morales depuis 2006 : ne pas avoir « mis de son côté » les métis (qui font presque un tiers de la population, entre la majorité indienne de 55 % et la minorité blanche de 15 %), et qui penchent assez nettement du côté de Santa Cruz contre La Paz.

La guerre civile larvée deviendra-t-elle guerre ouverte ? Les pays voisins — Brésil en tête — tenteront-ils une médiation ? Ou encore l'Union européenne ? Laisse à elle-même, la Bolivie pourrait être entraînée dans le gouffre. Témoin cette citation d'Evo Morales, samedi à Cochabamba : « Nous avons toujours crié « la patrie ou la mort ». Si nous ne pouvons pas vaincre, il faut mourir pour la patrie et pour le peuple bolivien. »

Cela sonne comme de l'Allende en 1973.

François Brousseau est chroniqueur d'information internationale à Radio-Canada. On peut l'entendre tous les jours à l'émission Désautels à la Première Chaîne radio et lire ses carnets dans www.radio-canada.ca/nouvelles/carnets.



À Santa Cruz, capitale économique de la Bolivie, il faut s'armer de patience pour se procurer du gaz butane. La flambée de violence qui secoue le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud a plongé dans l'angoisse l'opulente région, bastion de l'opposition au président Evo Morales.

Gouvernement et opposition renouent le dialogue en Bolivie

PHILIPPE ZYGEL

La Paz. — Le gouvernement et l'opposition ont renoué le dialogue hier en Bolivie, faisant naître l'espoir d'une issue pacifique à la grave crise politique qui a placé le pays andin au bord de la guerre civile.

« Le gouvernement se présente avec une ample prédisposition à discuter des questions de fond », a annoncé le vice-président Alvaro Garcia, depuis le palais présidentiel de La Paz, où ont commencé les pourparlers dans la soirée.

La Bolivie est secouée depuis plusieurs jours par une vague de violences dans cinq régions (Santa Cruz, Pando, Beni, Tarija et Chuquisaca) dirigées par l'opposition libérale, en conflit ouvert avec le président socialiste Evo Morales.

De graves affrontements entre les partisans et les adversaires de M. Morales ont fait au moins 18 morts et une centaine de blessés au cours de la semaine dans la région de Pando, dans le nord du pays, où règne la loi martiale depuis trois jours.

Le vice-président bolivien a toutefois averti que le gouvernement n'allait pas « négocier les morts », rappelant qu'un mandat d'arrêt a été émis à l'encontre du gouverneur de Pando, Leopoldo Fernandez, accusé d'avoir violé l'état de siège.

M. Fernandez est en outre accusé par le gouvernement d'avoir organisé un « massacre » de paysans fidèles au chef de l'État, dans la localité de Porvenir, où seize personnes ont été tuées jeudi.

Le ministre bolivien de la présidence, Juan Ramon Quintana, a assuré que les « auteurs de ce massacre » finiraient à Chonchocoro, une prison de haute sécurité

située dans le haut plateau bolivien. Une commission d'enquête devait être dépêchée sur place. Le gouverneur de la région, qui avait publiquement refusé de respecter l'état de siège, avait démenti les rumeurs selon lesquelles il projetait de fuir au Brésil.

D'importants renforts militaires ont été envoyés à Cobija, la capitale régionale, pour rétablir l'ordre et reprendre le contrôle des bâtiments publics qui avaient été occupés par des groupes armés.

Le porte-parole de l'opposition, Mario Cossi, gouverneur de la région de Tarija, s'est rendu en fin d'après-midi au palais présidentiel, où il doit débiter les négociations avec des délégués du gouvernement.

Un peu plus tôt dans la journée, des représentants de l'opposition avaient fait un geste, en annonçant la suspension des manifestations et des blocages routiers.

Les régions d'opposition, qui détiennent les principales richesses naturelles, réclament une plus large autonomie et notamment la gestion du lucratif impôt sur les hydrocarbures. Elles rejettent aussi le projet de Constitution socialiste et de réforme agraire que M. Morales, premier président amérindien, veut faire adopter par référendum dans ce pays de 10 millions d'habitants, le plus pauvre d'Amérique du Sud.

La crise a ravivé les tensions ethniques dans ce pays divisé entre les partisans du chef de l'État, en majorité des paysans pauvres des Andes, et la population métisse ou blanche qui vit dans les plaines de l'est et du sud. Elle a aussi pris une dimension internationale avec le renvoi de l'ambassadeur américain à La Paz, accusé d'avoir soutenu l'opposition.

Agence France Presse

Olmert dénonce un « pogrom » commis par des colons en Cisjordanie

Jérusalem. — Le premier ministre israélien Ehoud Olmert a comparé hier à un pogrom un raid de représailles mené la veille par des colons juifs dans un village palestinien de Cisjordanie, ajoutant qu'il ne tolérerait pas ce genre d'attaques.

Plusieurs dizaines de colons, certains faisant usage d'armes à feu, ont attaqué les Palestiniens et endommagé leurs maisons dans le village d'Assira al Kabaliya après qu'un Palestinien eut poignardé un garçon juif dans une colonie voisine. La vie du jeune garçon, âgé de neuf ans, n'est pas en danger.

Trois Palestiniens ont été blessés par balles dans l'attaque, selon des responsables médicaux.

« Dans l'État d'Israël, il n'y aura pas de pogroms contre les non-Juifs », a déclaré Olmert à l'ouverture du conseil des ministres. « C'est un phénomène intolérable, qui sera traité avec la plus grande fermeté par les représentants de la loi », a-t-il ajouté. Aucune arrestation n'a été effectuée après le raid. L'emploi du mot « pogrom » est particulièrement fort en Israël, puisqu'il trouve son origine dans les violences commises contre les Juifs en Russie à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

Les colons « ont commencé à jeter des pierres contre les

maisons. Ils ont cassé des fenêtres et tiré sur les gens qui sortaient de chez eux un peu partout pour essayer de protéger leurs voisins », a déclaré Mohamed Arouf, un habitant d'Assira al Kabaliya, s'exprimant en hébreu à la radio israélienne.

« Il est temps pour Israël d'arrêter de jouer le rôle de victime et de commencer à être l'agresseur », a par ailleurs plaidé Yigal Amitai, porte-parole de la colonie voisine d'Yitzhak, qui se trouve au sud de Naplouse.

Une députée du parti de gauche Meretz, Zehava Galon, a accusé les autorités israéliennes de fermer les yeux depuis des années sur les violations de la loi par les colons.

Quelque 500 000 Juifs vivent sur les terres de Cisjordanie prises par Israël après la Guerre des Six-Jours en 1967, y compris Jérusalem-Est, aux côtés de 2,5 millions de Palestiniens. Pour la première fois, le gouvernement israélien a débattu hier en conseil des ministres d'un projet d'indemnisation des colons volontaires pour quitter les parties de la Cisjordanie qui seraient remises aux Palestiniens dans le cadre d'un futur accord de paix.

Reuters

Reuters

La course à la Maison-Blanche de plus en plus agressive

Chicago. — La course à la Maison-Blanche devient de plus en plus agressive alors que le candidat républicain John McCain et son rival démocrate Barack Obama multiplient attaques et accusations personnelles. De nouvelles révélations hier dans le *New York Times* dépeignent aussi la colistière vedette de M. McCain, Sarah Palin comme ayant usé de son pouvoir à la tête de l'Alaska pour favoriser ses amis et évincer ses adversaires, mélangeant selon le quotidien ses fonctions officielles et ses affaires privées.

Le *New York Times* affirme que dès qu'un poste de haut niveau de l'État se libérait elle y nommait un de ses amis. Mme Palin a ainsi attribué la direction des services de l'agriculture d'Alaska à un ancienne camarade de classe qui a fait valoir comme seule qualification pour ce poste, payé 95 000 dollars/an, sa passion d'enfance pour les vaches. Elle travaillait jusqu'alors dans l'immobilier.

« Tout au long de sa carrière politique, Mme Palin a cherché à se venger de ses opposants, congédiant des fonctionnaires de l'État qui s'étaient pas d'accord avec elle, faisant parfois l'amalgame entre ses problèmes privés et ses fonctions officielles », écrit le *New York Times*, citant des documents officiels et des interviews avec 60 élus républicains et démocrates du parlement d'Alaska.

Tactique « déplacée »

De son côté, le porte-parole de l'équipe de campagne du sénateur John McCain a accusé Barack Obama de tactique électorale « déplacée » quand il a lancé un appel samedi à ses deux millions de partisans pour qu'ils aident les victimes de l'ouragan Ike, qui a dévasté le Texas, avec des contributions financières.

M. McCain a indiqué dans un communiqué que lui-même et son épouse « priaient pour leur aide ». Le sénateur Obama a rétorqué le même jour en affirmant que son rival républicain menait la campagne présidentielle « la moins honorable » de l'histoire américaine.

L'état-major du sénateur Obama a fait circuler un nouveau spot publicitaire et ouvert un site Internet dans lesquels il insiste sur la présence dans l'entourage immédiat de M. McCain d'anciens lobbyistes.

Or ce dernier se présente comme celui qui a toujours combattu l'influence de l'argent à Washington et se réclame comme le candidat du véritable changement.

Ces messages visent à « démasquer la mascarade » de M. McCain qui a toujours voté pour la politique de George W. Bush au Sénat et veut se faire passer pour un authentique agent du changement, a expliqué David Axelrod, le stratège électorale du sénateur Obama.

M. McCain a répondu en assurant que lui-même et Mme Palin, qui a dopé le « ticket » républicain, « non seulement promettent un grand changement à Washington mais ont déjà démontré dans leur carrière leur capacité pour cela. Nous offrons non seulement des changements sur lesquels vous pouvez compter mais aussi des changements déjà accomplis que vous pouvez vérifier ».

Le sénateur Obama a également annoncé hier un record de collecte de fonds de campagne au mois d'août avec 66 millions \$. Il dispose désormais de 77 millions, un avantage financier sur son rival républicain alors qu'il a renoncé aux fonds publics qui sont plafonnés. Le dernier sondage national publié par *Newsweek* donne l'égalité entre les deux candidats avec 46 % des intentions de votes chacun.

Agence France-Presse

Le général David Petraeus s'en va Odierno prend les commandes

Bagdad. — Raymond Odierno prendra demain les fonctions de commandant en chef des troupes américaines en Irak. Si la situation est plus apaisée que l'an dernier, ce général de corps d'armée, qui sera promu général quatre étoiles le jour de sa nomination, en remplacement de David Petraeus, restera confronté à un grand nombre de défis.

Agé de 54 ans, chauve, très grand, Odierno a commandé la 4^e division d'infanterie pendant l'invasion de 2003. Il est retourné une seconde fois en Irak en décembre 2006 pour prendre le poste de commandant adjoint des forces américaines, en charge des opérations au jour le jour, qu'il a occupé jusqu'en février.

Pendant l'invasion, il a été critiqué par certains analystes et officier pour la dureté des opérations menées dans son secteur, qui incluait Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein. Odierno avait répondu que la région était un bastion des insurgés et justifiait des actions sévères.

En tant que numéro deux des forces américaines en Irak, Odierno a adopté une approche plus mesurée, soulignant l'importance de la réconciliation entre factions irakiennes et la nécessité de fournir des services à la population pour réduire l'attrait exercé par les groupes insurgés.

Même si le niveau de violence s'est fortement réduit, plusieurs échéances sont porteuses de risques pour la sécurité du pays, comme les élections provinciales prévues à la fin de l'année ou début 2009. Des élections législatives doivent suivre à la fin 2009. Les tensions restent vives entre Arabes et Kurdes pour le contrôle de la ville de Kirkouk. Le gouvernement dirigé par les chiites prendra également prochainement le contrôle des milices supplétives sunnites qui ont basculé du côté de l'armée américaine pour combattre al-Qaïda.

Sous les commandements d'Odierno, le nombre des soldats américains déployés en Irak devrait se réduire de manière importante. Le Pentagone retirera 8000 hommes d'ici février, laissant 138 000 militaires sur place.

LES ACTUALITÉS

Ike a semé la désolation au Texas, mais n'aurait fait que quelques victimes

VIRGINE MONTET

Galveston, États-Unis — Une énorme opération de secours et de déblaiement était en cours hier au Texas après le passage de l'ouragan Ike, qui a semé la désolation sur une bande côtière longue de 800 km, mais en épargnant apparemment la plupart des habitants.

Quarante-huit heures après le début de la tempête qui a frappé de plein fouet la station balnéaire de Galveston, les autorités municipales ont fait état de trois morts, un bilan qui paraissait presque miraculeux compte tenu de l'étendue des dégâts.

«Le pire scénario ne s'est pas produit», a déclaré le gouverneur du Texas, Rick Perry, en annonçant le lancement de «la plus grande opération de secours et de recherche de toute l'histoire de l'État».

Le vent a détruit des centaines de bâtiments et l'eau a emporté des milliers de véhicules, tandis que plus de deux millions de personnes restaient privées d'électricité.

Avec l'accalmie, les hélicoptères de secours survolaient la bande côtière, révélant des zones urbaines totalement inondées sur une largeur de plusieurs centaines de mètres.

Le secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Michael Chertoff, a averti que le bilan des victimes pourrait s'alourdir «particulièrement chez les personnes qui n'ont pas évacué la zone».

Galveston, une petite ville bâtie sur une langue de terre entre lagune et golfe du Mexique, a essuyé des rafales de plus de 200 km/h, tandis que le niveau de la mer s'élevait de six mètres. La ville avait déjà été frappée en 1900 par un cyclone qui a fait 8000 morts et reste la plus grave catastrophe naturelle de l'histoire des États-Unis.

Secours

Quelque 2,2 millions de personnes ont été évacuées au Texas et plus de 130 000 dans l'État voisin de Louisiane avant l'arrivée de la tempête. Mais malgré un ordre d'évacuation lancé jeudi, plus d'une centaine de milliers d'habitants seraient restés terrés chez eux. Beaucoup regrettaient de n'avoir pas obtempéré.

Hier après-midi, des habitants restés à Galveston cherchaient désespérément à monter dans des autocars réquisitionnés par les autorités afin de quitter la ville sinistrée, au milieu des pelleuses qui charriaient des morceaux de débris.

«C'était mon premier ouragan. Je n'ai pas voulu partir tout de suite», racontait Ashia Turner, une jeune femme de 18 ans. «Mais tout a commencé à partir en miettes, et ma fille hurlait de peur. Alors, je suis allée au refuge».

Les secours redoutaient de découvrir des victimes à mesure qu'ils atteignaient des zones coupées du monde depuis le passage de l'ouragan.

Hier matin, Ike avait quitté le Texas et remontait vers le nord le long de la vallée du Mississippi, accompagné de trombes d'eau. L'ouragan, classé en catégorie 2 à son arrivée sur les côtes, a été rétrogradé en dépression tropicale.

L'ouragan a semé la désolation dans les rues de Houston, la quatrième ville du pays, située à 70 km des côtes. Un couvre-feu a été imposé pour toute la semaine afin d'éviter des pillages.

Le plus haut gratte-ciel de la ville montrait des dizaines de vitres éclatées jusqu'au sommet (305 m de haut). «J'ai vu des meubles tomber depuis le 20^e étage», a rapporté un témoin au quotidien *Houston Chronicle*.

Le président George W. Bush, critiqué pour sa réaction tardive au passage de l'ouragan Katrina qui a fait plus de 1500 morts en 2005 à La Nouvelle-Orléans, a annoncé qu'il se rendrait demain au Texas pour exprimer son soutien.

«Le gouvernement fédéral va fournir 1,5 million de litres d'eau et un million de repas par jour pour aider les déplacés», a-t-il ajouté.

Plateformes pétrolières endommagées

Par ailleurs, un porte-parole du service américain de gestion des ressources minières a indiqué hier que l'ouragan Ike avait endommagé une dizaine de plateformes et d'installations pétrolières dans le golfe du Mexique.

«Selon des informations prélimi-

naires obtenues après des survols, il y a une dizaine de plateformes endommagées», a déclaré à l'AFP Eileen Angelico, soulignant que «ces informations n'ont pas encore été confirmées».

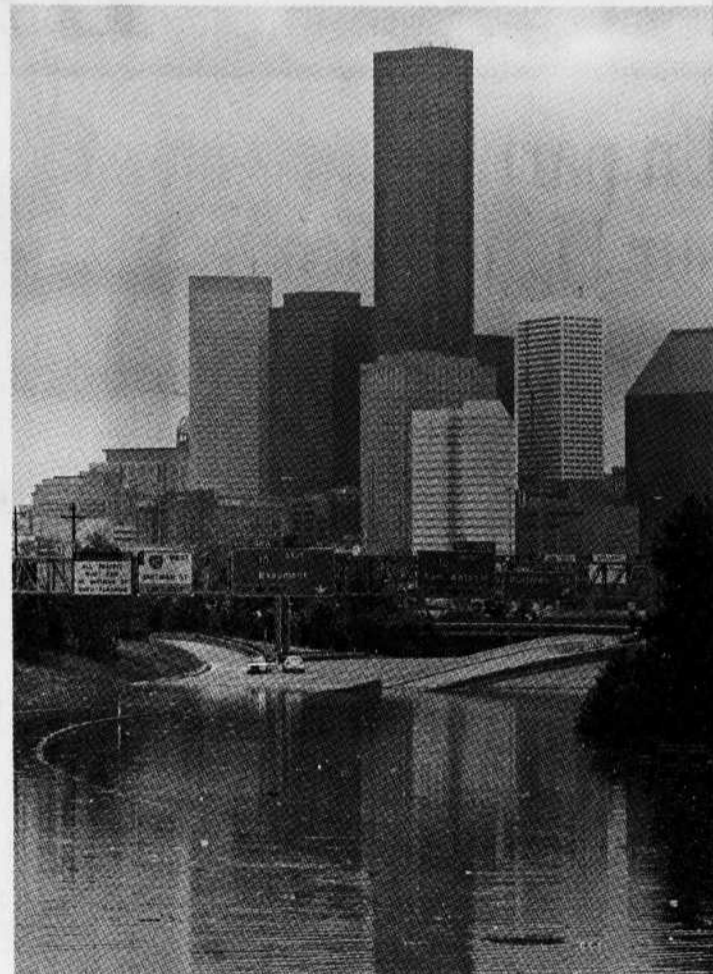
«Nous ignorons encore l'étendue des dégâts», a-t-elle ajouté, précisant qu'il faudra encore plusieurs jours avant d'avoir une idée plus précise des dégâts. La zone est vaste et compte 3800 plateformes pétrolières. «Nous continuons à effectuer des inspections aériennes avec les garde-côtes et les compagnies pétrolières, et il faudra plusieurs jours avant d'avoir une confirmation de ces informations», a-t-elle réitéré.

Le président George Bush a annoncé hier un allègement des procédures d'importation d'essence afin de répondre aux difficultés d'approvisionnement provoquées par le passage d'Ike sur les raffineries de Houston, qui représentent un cinquième de la capacité de raffinage des États-Unis.

Mais les prix du pétrole reculaient hier de deux dollars, le marché paraissant rassuré par l'ampleur relativement limitée des dégâts.

Selon une société privée, la catastrophe pourrait coûter entre 8 et 18 milliards de dollars aux assureurs, soit nettement moins que Katrina, considéré comme le sinistre le plus cher de l'histoire (68,5 milliards).

Agence France-Presse



L'autoroute Interstate 45 à l'entrée du centre-ville de Houston était toujours entièrement inondée hier, à la suite du passage de l'ouragan Ike.

RICHARD CARSON REUTERS

En pèlerinage à Lourdes

Benoît XVI défend des positions conservatrices

Lourdes — Benoît XVI a prôné hier la fermeté de l'Église sur des sujets comme le mariage ou la famille et a défendu le retour de la messe en latin, après avoir célébré la Vierge Marie à Lourdes, dans le sud-ouest de la France, devant plus de 150 000 fidèles du monde entier.

Après une messe en plein air hier matin sur la prairie des Sanctuaires à Lourdes, Benoît XVI a rencontré les évêques français, auxquels il a tenu un discours de fermeté. «L'Église, qui ne peut s'opposer à la volonté du Christ, maintient fermement le principe de l'indissolubilité du mariage», a déclaré le pape. Benoît XVI s'adressait à 170 évêques et cardinaux, à propos des catholiques divorcés et remariés, qui, selon le droit canon, sont interdits de communion pendant la messe. Le pape a souligné que l'on «ne peut donc admettre les initiatives qui visent à bénir des unions illégitimes», alors que dans un certain nombre de paroisses de France, des prêtres proposent des bénédictions pour les divorcés remariés et acceptent de leur donner la communion.

Dans son intervention aux accents de mise au point, le pape a également évoqué la question de la libéralisation de la messe en latin. Il a justifié sa décision de réhabiliter cette liturgie, accueillie avec réserve par une partie de l'Église de France qui l'a interprétée comme une main tendue aux traditionalistes, et a appelé les catholiques à «l'unité». Ce matin, le pape doit célébrer une messe pour les malades sur l'esplanade de la basilique de Notre-Dame du Rosaire avant de quitter Lourdes pour Rome au terme de quatre jours de visite.

Agence France-Presse

Lehman Brothers

Des banques s'unissent pour protéger le système financier

JOE BEL BRUNO
ET MARTY CRUTSINGER

New York — Alors que s'assombrissent les perspectives de Lehman Brothers, hier, un groupe de dix banques américaines et étrangères ont joint leurs forces afin de mettre sur pied un plan destiné à protéger le système financier mondial face à l'éventuel effondrement de la banque d'investissement, a indiqué un haut responsable des milieux bancaires.

Ces 10 banques (JPMorgan Chase, Goldman Sachs, Bank of America, Barclays, Citigroup, Crédit Suisse, Deutsche Bank, Merrill Lynch, Morgan Stanley et UBS) ont convenu de mettre en commun jusqu'à 70 milliards \$ US à prêter aux sociétés financières en difficulté, a indiqué ce responsable sous le couvert de l'anonymat.

Des responsables du Trésor américain et de la Réserve fédérale des États-Unis devraient quant à eux se dire prêts à faire preuve d'une plus grande générosité en ce qui concerne le programme de prêt d'urgence à l'intention des banques commerciales et d'investissement.

Ce plan survient alors que de hauts responsables gouvernementaux et des représentants des principales institutions financières américaines ont pris part à un marathon de réunions visant à sauver Lehman Brothers. Ces rencontres n'ont pas permis de trouver un acheteur pour la banque fondée il y a 158 ans, faisant craindre que sa probable faillite provoque des perturbations sur les marchés financiers mondiaux.

Les espoirs de survie de Lehman Brothers ont di-

minué hier après que la banque britannique Barclays, qui apparaissait comme le candidat le plus sérieux au rachat de la banque américaine, se fut retirée des négociations en cours à New York pour tenter de sauver ce géant de Wall Street.

Il est «très improbable» que la banque britannique revienne sur sa décision de se retirer des négociations de rachat, a précisé à l'agence Associated Press un responsable de Barclays au fait des discussions. Lehman Brothers ne remplit pas les critères rigoureux de reprise fixés par Barclays, troisième plus grande banque britannique, a expliqué ce responsable ayant requis l'anonymat.

Dernière victime en date de la crise des prêts hypothécaires à risque, la banque Lehman Brothers est au bord de l'effondrement. Une course contre la montre est engagée pour tenter de sauver la quatrième banque d'investissement américaine du naufrage avant la réouverture des marchés financiers, aujourd'hui. Les négociations portent sur l'éventuel renflouement de la banque ou, plus vraisemblablement, sur sa vente en totalité ou par secteur d'activités.

Comme récemment les géants du refinancement hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac, Lehman Brothers est victime de la crise du crédit immobilier: après avoir résisté des mois durant à la tentation d'un rachat, elle a présenté un plan de restructuration et cherche désormais désespérément un repreneur.

Associated Press

EN BREF

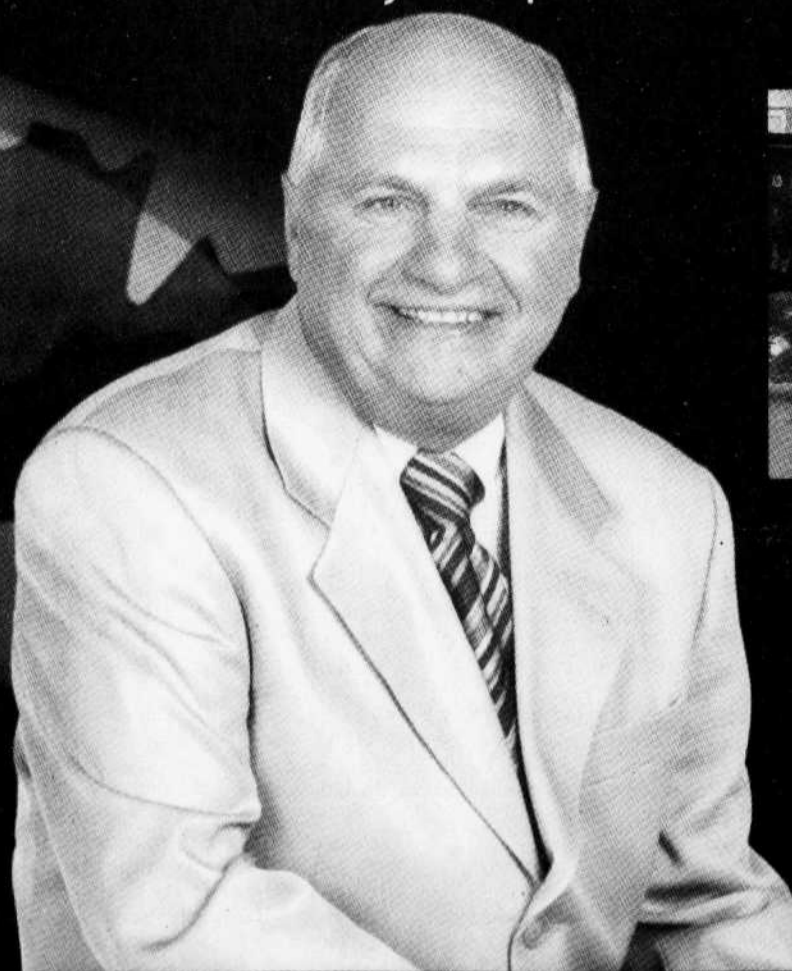
Nouveaux logements sociaux à Montréal

La ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, a inauguré, hier, la coopérative d'habitation Les Clairières du Mainbourg et les deux premiers volets des Habitats communautaires Mainbourg qui offrent 175 nouveaux logements dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles. Mme Normandeau a profité de l'occasion pour annoncer de nouvelles mesures qui viendront bonifier l'offre de logements sociaux dans la métropole. Elle a notamment assuré que 1000 des 2000 logements sociaux et communautaires qui seront construits dans le cadre du programme AccèsLogis seront à Montréal. Le responsable de l'habitation au comité exécutif de Montréal, Cosmo Maciocia, a indiqué que cette contribution supplémentaire permettra de terminer les 5000 logements prévus au volet social de l'Opération 15 000 logements 2006-2009 de Montréal. — *Le Devoir et La Presse canadienne*

Vote par anticipation à Saint-Léonard

Une semaine avant l'élection partielle à la mairie d'arrondissement de Saint-Léonard, 1366 des 48 590 électeurs inscrits sont passés, hier, aux bureaux de vote par anticipation. Dans la mêlée: l'ancien président de l'Assemblée nationale du Québec et candidat d'Union Montréal, Michel Bissonnet, ainsi que l'étudiante en design de l'environnement à l'UQAM et candidate de Vision Montréal, Mélina Maiorano. Livio Di Celmo porte les couleurs de Projet Montréal alors que David Mallozzi se présente comme indépendant. — *Le Devoir*

Ils vont s'affronter dans l'arène pour débattre des enjeux qui vous touchent.



LE MATCH

2008
AVEC CLAUDE CHARRON

Lundi au jeudi, 12 h 30
Rediffusion, 22 h

LCN

Une chaîne spécialisée du Groupe TVA | QUEBECOR MEDIA

